

Art. 17. La présente loi produit ses effets le 1^{er} janvier 2004.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Nice, le 10 août 2005

ALBERT

Par le Roi :

Pour la Ministre de la Justice, absente :

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

Scellé du sceau de l'Etat :

Pour la Ministre de la Justice, absente :

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

Notes

(1) *Session 2004-2005.*

Documents de la Chambre des représentants : 51-1611

No 1 : Projet de loi

No 2 : Amendements

No 3 : Rapport.

No 4 : Texte adopté par la commission.

No 5 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 16 juin 2005.

Documents du Sénat : 3- 1247

No 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

No 2 : Rapport.

No 3 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Annales du Sénat : 15 juillet 2005.

Art. 17. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2004.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Nice, 10 augustus 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

Voor de Minister van Justitie, afwezig :

De Minister van Landsverdediging,
A FLAHAUT

Met 's Lands zegel gezegeld :

Voor de Minister van Justitie, afwezig :

De Minister van Landsverdediging,
A FLAHAUT

Nota's

(1) *Zitting 2004-2005.*

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 51- 1611

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Amendementen.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 5 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal verslag : 16 juni 2005.

Stukken van de Senaat : 3-1247

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Handelingen van de Senaat : 15 juli 2005.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2005 — 2119

[C — 2005/09652]

10 AOUT 2005. — **Loi modifiant diverses dispositions en vue de renforcer la lutte contre la traite et le trafic des êtres humains et contre les pratiques des marchands de sommeil (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi transpose la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne du 19 juillet 2002 relative à la lutte contre la traite des êtres humains, la directive 2002/90/CE du Conseil de l'Union européenne du 28 novembre 2002 définissant l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers, et la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne du 28 novembre 2002 visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers.

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le Code pénal*

Art. 3. A l'article 43^{quater}, § 1^{er}, a), du Code pénal sont apportées les modifications suivantes :

1° Il est inséré un 2°*bis*, rédigé comme suit : « 2°*bis*. aux articles 433*sexies*, 433*septies* et 433*octies*; »;

2° au 5°, les mots « à l'article 77*bis*, § 2 ou § 3 » sont remplacés par les mots « aux articles 77*ter*, 77*quater* et 77*quinquies*. ».

Art. 4. A l'article 324*bis* du même Code, les mots « en utilisant l'intimidation, la menace, la violence, des manœuvres frauduleuses ou la corruption ou en recourant à des structures commerciales ou autres pour dissimuler ou faciliter la réalisation des infractions » sont supprimés.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2005 — 2119

[C — 2005/09652]

10 AUGUSTUS 2005. — **Wet tot wijziging van diverse bepalingen met het oog op de versterking van de strijd tegen mensenhandel en mensensmokkel en tegen praktijken van huisjesmelkers (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet strekt tot omzetting van het kaderbesluit van de Raad van de Europese Unie van 19 juli 2002 inzake bestrijding van mensenhandel, van richtlijn 2002/90/EG van de Raad van de Europese Unie van 28 november 2002 tot omschrijving van hulpverlening bij illegale binnenkomst, illegale doortocht en illegaal verblijf, en van het kaderbesluit van de Raad van de Europese Unie van 28 november 2002 tot versterking van het strafrechtelijk kader voor de bestrijding van hulpverlening bij illegale binnenkomst, illegale doortocht en illegaal verblijf.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het Strafwetboek*

Art. 3. In artikel 43^{quater}, § 1, a), van het Strafwetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° een 2°*bis* wordt ingevoegd, luidende : « 2°*bis*. de artikelen 433*sexies*, 433*septies* en 433*octies*; »;

2° in 5° worden de woorden « artikel 77*bis*, § 2 of § 3, » vervangen door de woorden « de artikelen 77*ter*, 77*quater* en 77*quinquies*. ».

Art. 4. In artikel 324*bis* van hetzelfde Wetboek vervallen de woorden «en waarbij gebruik gemaakt wordt van intimidatie, bedreiging, geweld, listige kunstgrepen of corruptie, of waarbij commerciële of andere structuren worden aangewend om het plegen van de misdrijven te verbergen of te vergemakkelijken ».

Art. 5. L'article 324ter, § 1^{er}, du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque l'organisation criminelle utilise l'intimidation, la menace, la violence, des manœuvres frauduleuses ou la corruption ou recourt à des structures commerciales ou autres pour dissimuler ou faciliter la réalisation des infractions, toute personne qui, sciemment et volontairement, en fait partie, est punie d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de cent euros à cinq mille euros ou d'une de ces peines seulement, même si elle n'a pas l'intention de commettre une infraction dans le cadre de cette organisation ni de s'y associer d'une des manières prévues par les articles 66 à 69. »

Art. 6. Il est inséré dans le Livre II, Titre VIII du même Code, un Chapitre IIIbis intitulé « De l'exploitation de la mendicité ».

Art. 7. Il est inséré dans le Livre II, Titre VIII, Chapitre IIIbis du même Code, un article 433ter, rédigé comme suit :

« Article 433ter. — Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cinq cents euros à vingt-cinq mille euros :

1° quiconque aura embauché, entraîné, détourné ou retenu une personne en vue de la livrer à la mendicité, l'aura incitée à mendier ou à continuer de le faire, ou l'aura mise à disposition d'un mendiant afin qu'il s'en serve pour susciter la commisération publique;

2° quiconque aura, de quelque manière que ce soit, exploité la mendicité d'autrui.

La tentative de commettre les infractions visées à l'alinéa 1^{er} sera punie d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de cent euros à deux mille euros. »

Art. 8. Il est inséré dans le Livre II, Titre VIII, Chapitre IIIbis du même Code, un nouvel article 433quater, rédigé comme suit :

« Article 433quater. — L'infraction visée à l'article 433ter, alinéa 1^{er}, sera punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de cinq cents euros à cinquante mille euros lorsqu'elle aura été commise :

1° à l'égard d'un mineur;

2° en abusant de la situation particulièrement vulnérable dans laquelle se trouve une personne en raison de sa situation administrative illégale ou précaire, de sa situation sociale précaire, d'un état de grossesse, d'une maladie, d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale, de manière telle que la personne n'a en fait pas d'autre choix véritable et acceptable que de se soumettre à cet abus;

3° en faisant usage, de façon directe ou indirecte, de manœuvres frauduleuses, de violence, de menaces ou d'une forme quelconque de contrainte. »

Art. 9. Il est inséré, dans le Livre II, Titre VIII du même Code, un Chapitre IIIter intitulé « De la traite des êtres humains ».

Art. 10. Il est inséré dans le Livre II, Titre VIII, Chapitre IIIter du même Code, un nouvel article 433quinquies, rédigé comme suit :

« Article 433quinquies. — § 1^{er}. Constitue l'infraction de traite des êtres humains le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne, de passer ou de transférer le contrôle exercé sur elle, afin :

1° de permettre la commission contre cette personne des infractions prévues aux articles 379, 380, § 1^{er} et § 4, et 383bis, § 1^{er};

2° de permettre la commission contre cette personne de l'infraction prévue à l'article 433ter;

3° de mettre au travail ou de permettre la mise au travail de cette personne dans des conditions contraires à la dignité humaine;

4° de prélever sur cette personne ou de permettre le prélèvement sur celle-ci d'organes ou de tissus en violation de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes;

5° ou de faire commettre à cette personne un crime ou un délit, contre son gré.

Sauf dans le cas visé au 5, le consentement de la personne visée à l'alinéa 1^{er} à l'exploitation envisagée ou effective est indifférent.

§ 2. L'infraction prévue au § 1^{er} sera punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de cinq cents euros à cinquante mille euros.

§ 3. La tentative de commettre l'infraction visée au § 1^{er} sera punie d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de cent euros à dix mille euros. »

Art. 5. Artikel 324ter, § 1, van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen als volgt :

« Wanneer de criminele organisatie gebruik maakt van intimidatie, bedreiging, geweld, listige kunstgrepen of corruptie, of commerciële of andere structuren aanwendt om het plegen van de misdrijven te verbergen of te vergemakkelijken, wordt iedere persoon die wetens en willens daarbij betrokken is, gestraft met gevangenisstraf van een jaar tot drie jaar en met geldboete van honderd euro tot vijftienduizend euro of met een van die straffen alleen, ook al heeft hij niet de bedoeling een misdrijf in het raam van die organisatie te plegen of daaraan deel te nemen op één van de in de artikelen 66 tot 69 bedoelde wijzen. »

Art. 6. In Boek II, Titel VIII van hetzelfde Wetboek wordt een Hoofdstuk IIIbis ingevoegd met als opschrift « Exploitatie van bedelarij ».

Art. 7. In Boek II, Titel VIII, Hoofdstuk IIIbis van hetzelfde Wetboek, wordt een nieuw artikel 433ter ingevoegd, luidende :

« Artikel 433ter. — Met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van vijfhonderd euro tot vijftienduizend euro wordt gestraft :

1° hij die een persoon aanwerft, meeneemt, wegbrengt, bij zich houdt teneinde hem over te leveren aan de bedelarij, hem ertoe aanzet te bedelen of door te gaan met bedelen, of hem ter beschikking van een bedelaar stelt opdat deze laatste zich van hem bedient om het openbaar medelijden op te wekken;

2° hij die, op welke manier ook, eens anders bedelarij exploiteert.

Poging tot de in het eerste lid bedoelde misdrijven wordt gestraft met een gevangenisstraf van een maand tot twee jaar en met een geldboete van honderd euro tot tweeduizend euro. »

Art. 8. In Boek II, Titel VIII, Hoofdstuk IIIbis van hetzelfde Wetboek, wordt een nieuw artikel 433quater ingevoegd, luidende :

« Artikel 433quater. — Het in artikel 433ter, eerste lid, bedoelde misdrijf wordt gestraft met gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar en met geldboete van vijfhonderd euro tot vijftigduizend euro wanneer het wordt gepleegd :

1° ten opzichte van een minderjarige;

2° door misbruik te maken van de bijzonder kwetsbare positie waarin een persoon verkeert ten gevolge van zijn onwettige of precare administratieve toestand, zijn precare sociale toestand of tengevolge van zwangerschap, ziekte dan wel een lichamelijk of geestelijk gebrek of onvolwaardigheid, zodanig dat de betrokken persoon in feite geen andere echte en aanvaardbare keuze heeft dan zich te laten misbruiken;

3° door direct of indirect gebruik te maken van listige kunstgrepen, geweld, bedreigingen of enige andere vorm van dwang. »

Art. 9. In Boek II, Titel VIII, van hetzelfde Wetboek wordt een Hoofdstuk IIIter ingevoegd met als opschrift « Mensenhandel ».

Art. 10. In Boek II, Titel VIII, Hoofdstuk IIIter van hetzelfde Wetboek, wordt een nieuw artikel 433quinquies ingevoegd, luidende :

« Artikel 433quinquies. — § 1. Levert het misdrijf mensenhandel op, de werving, het vervoer, de overbrenging, de huisvesting, de opvang van een persoon, de wisseling of de overdracht van de controle over hem teneinde :

1° ten aanzien van deze persoon de misdrijven te laten plegen die bedoeld worden in de artikelen 379, 380, § 1 en § 4, en 383bis, § 1;

2° ten aanzien van deze persoon het misdrijf te laten plegen dat bedoeld wordt in artikel 433ter;

3° deze persoon aan het werk te zetten of te laten aan het werk zetten in omstandigheden die in strijd zijn met de menselijke waardigheid;

4° bij deze persoon organen of weefsels weg te nemen of te laten wegnemen in strijd met de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen;

5° of deze persoon tegen zijn wil een misdaad of een wanbedrijf te doen plegen.

Behalve in het in 5 bedoelde geval is de toestemming van de in het eerste lid bedoelde persoon met de voorgenomen of daadwerkelijke uitbuiting van geen belang.

§ 2. Het in § 1 bedoelde misdrijf wordt gestraft met gevangenisstraf van één jaar tot vijf jaar en met geldboete van vijfhonderd euro tot vijftigduizend euro.

§ 3. Poging tot het in § 1 bedoelde misdrijf wordt gestraft met gevangenisstraf van één jaar tot drie jaar en met geldboete van honderd euro tot tienduizend euro. »

Art. 11. Il est inséré dans le Livre II, Titre VIII, Chapitre III^{ter} du même Code, un nouvel article 433^{sexies}, rédigé comme suit :

« Article 433^{sexies}. — L'infraction prévue à l'article 433^{quinquies}, § 1^{er}, sera punie de la réclusion de cinq ans à dix ans et d'une amende de sept cent cinquante euros à septante-cinq mille euros lorsque l'infraction aura été commise :

1° par une personne qui a autorité sur la victime, ou par une personne qui a abusé de l'autorité ou des facilités que lui confèrent ses fonctions;

2° par un officier ou un fonctionnaire public, un dépositaire ou un agent de la force publique agissant à l'occasion de l'exercice de ses fonctions. »

Art. 12. Il est inséré dans le Livre II, Titre VIII, Chapitre III^{ter} du même Code, un nouvel article 433^{septies}, rédigé comme suit :

« Article 433^{septies}. — L'infraction prévue à l'article 433^{quinquies}, § 1^{er}, sera punie de la réclusion de dix ans à quinze ans et d'une amende de mille euros à cent mille euros dans les cas suivants :

1° lorsque l'infraction a été commise envers un mineur;

2° lorsqu'elle a été commise en abusant de la situation particulièrement vulnérable dans laquelle se trouve une personne, en raison de sa situation administrative illégale ou précaire, de sa situation sociale précaire, d'un état de grossesse, d'une maladie, d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale, de manière telle que la personne n'a en fait pas d'autre choix véritable et acceptable que de se soumettre à cet abus;

3° lorsqu'elle a été commise en faisant usage, de façon directe ou indirecte, de manœuvres frauduleuses, de violence, de menaces ou d'une forme quelconque de contrainte;

4° lorsque la vie de la victime a été mise en danger délibérément ou par négligence grave;

5° lorsque l'infraction a causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente physique ou psychique, la perte complète d'un organe ou de l'usage d'un organe, ou une mutilation grave;

6° lorsque l'activité concernée constitue une activité habituelle;

7° lorsqu'elle constitue un acte de participation à l'activité principale ou accessoire d'une association, et ce, que le coupable ait ou non la qualité de dirigeant. »

Art. 13. Il est inséré dans le Livre II, Titre VIII, Chapitre III^{ter} du même Code, un nouvel article 433^{octies}, rédigé comme suit :

« Article 433^{octies}. — L'infraction prévue à l'article 433^{quinquies}, § 1^{er}, sera punie de la réclusion de quinze ans à vingt ans et d'une amende de mille euros à cent cinquante mille euros dans les cas suivants :

1° lorsque l'infraction a causé la mort de la victime sans intention de la donner;

2° lorsqu'elle constitue un acte de participation à l'activité principale ou accessoire d'une organisation criminelle, et ce, que le coupable ait ou non la qualité de dirigeant. »

Art. 14. Il est inséré dans le Livre II, Titre VIII, Chapitre III^{ter} du même Code, un nouvel article 433^{novies}, rédigé comme suit :

« Article 433^{novies}. — Dans les cas visés aux articles 433^{sexies}, 433^{septies} et 433^{octies}, les coupables seront en outre condamnés à l'interdiction des droits énoncés à l'article 31.

Sans avoir égard à la qualité de personne physique ou morale de l'exploitant, propriétaire, locataire ou gérant, le tribunal peut ordonner la fermeture temporaire ou définitive, partielle ou totale de l'entreprise dans laquelle l'infraction prévue à l'article 433^{quinquies} a été commise.

La confiscation spéciale prévue à l'article 42, 1°, est appliquée aux coupables de l'infraction visée à l'article 433^{quinquies}, même lorsque la propriété des choses sur lesquelles elle porte n'appartient pas au condamné, sans que cette confiscation puisse cependant porter préjudice aux droits des tiers sur les biens susceptibles de faire l'objet de la confiscation. »

Art. 15. Il est inséré, dans le Livre II, Titre VIII du même Code, un Chapitre III^{quater} intitulé « De l'abus de la vulnérabilité d'autrui en vendant, louant ou mettant à disposition des biens en vue de réaliser un profit anormal ».

Art. 11. In Boek II, Titel VIII, Hoofdstuk III^{ter} van hetzelfde Wetboek, wordt een nieuw artikel 433^{sexies} ingevoegd, luidende :

« Artikel 433^{sexies}. — Het in artikel 433^{quinquies}, § 1, bedoelde misdrijf wordt gestraft met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en met geldboete van zeventhonderd vijftig euro tot vijfenzeventigduizend euro ingeval het werd gepleegd :

1° door een persoon die gezag heeft over het slachtoffer of door een persoon die misbruik heeft gemaakt van het gezag of de faciliteiten die zijn functies hem verlenen;

2° door een openbaar officier of ambtenaar, drager of agent van de openbare macht die handelt naar aanleiding van de uitoefening van zijn bediening. »

Art. 12. In Boek II, Titel VIII, Hoofdstuk III^{ter} van hetzelfde Wetboek, wordt een nieuw artikel 433^{septies} ingevoegd, luidende :

« Artikel 433^{septies}. — Het in artikel 433^{quinquies}, § 1, bedoelde misdrijf wordt gestraft met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar en met geldboete van duizend euro tot honderdduizend euro in de volgende gevallen :

1° ingeval het misdrijf is gepleegd ten opzichte van een minderjarige;

2° ingeval het is gepleegd door misbruik te maken van de bijzonder kwetsbare positie waarin een persoon verkeert ten gevolge van zijn onwettige of preciaire administratieve toestand, zijn preciaire sociale toestand of ten gevolge van zwangerschap, ziekte dan wel een lichamelijk of geestelijk gebrek of onvolwaardigheid, zodanig dat de betrokken persoon in feite geen andere echte en aanvaardbare keuze heeft dan zich te laten misbruiken;

3° ingeval het is gepleegd door direct of indirect gebruik te maken van listige kunstgrepen, geweld, bedreigingen of enige vorm van dwang;

4° ingeval het leven van het slachtoffer opzettelijk of door grove nalatigheid in gevaar is gebracht;

5° ingeval het misdrijf een ongeneeslijk lijkende ziekte, hetzij een blijvende fysieke of psychische ongeschiktheid, hetzij het volledig verlies van een orgaan of van het gebruik van een orgaan, hetzij een zware verminking heeft veroorzaakt;

6° in geval van de betrokken activiteit een gewoonte wordt gemaakt;

7° ingeval het een daad van deelneming aan de hoofd- of bijkomende bedrijvigheid van een vereniging betreft, ongeacht of de schuldlige de hoedanigheid van leidend persoon heeft of niet. »

Art. 13. In Boek II, Titel VIII, Hoofdstuk III^{ter} van hetzelfde Wetboek, wordt een nieuw artikel 433^{octies} ingevoegd, luidende :

« Artikel 433^{octies}. — Het in artikel 433^{quinquies}, § 1, bedoelde misdrijf wordt gestraft met opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar en met geldboete van duizend euro tot honderdvijftigduizend euro in de volgende gevallen :

1° ingeval het misdrijf de dood van het slachtoffer heeft veroorzaakt zonder het oogmerk te doden;

2° ingeval het een daad van deelneming aan de hoofd- of bijkomende bedrijvigheid van een criminele organisatie betreft, ongeacht of de schuldlige de hoedanigheid van leidend persoon heeft of niet. »

Art. 14. In Boek II, Titel VIII, Hoofdstuk III^{ter} van hetzelfde Wetboek, wordt een nieuw artikel 433^{novies} ingevoegd, luidende :

« Artikel 433^{novies}. — In de gevallen bedoeld in de artikelen 433^{sexies}, 433^{septies} en 433^{octies} worden de schuldigen bovendien veroordeeld tot ontzetting van de in artikel 31 genoemde rechten.

Zonder rekening te houden met de hoedanigheid van natuurlijke persoon of rechtspersoon van de uitbater, eigenaar, huurder of zaakvoerder, kan de rechtbank de tijdelijke of definitieve, gedeeltelijke of volledige sluiting bevelen van de onderneming waar het in artikel 433^{quinquies} bedoelde misdrijf is gepleegd.

De bijzondere verbeurdverklaring zoals bedoeld in artikel 42, 1°, wordt toegepast op degenen die zich schuldig hebben gemaakt aan het in artikel 433^{quinquies} bedoelde misdrijf, zelfs wanneer de zaken waarop zij betrekking heeft geen eigendom van de veroordeelde zijn, zonder dat deze verbeurdverklaring nochtans de rechten van derden op de goederen die het voorwerp kunnen uitmaken van de verbeurdverklaring schaadt. »

Art. 15. In Boek II, Titel VIII, van hetzelfde Wetboek wordt een Hoofdstuk III^{quater} ingevoegd met als opschrift « Misbruik van andermans bijzonder kwetsbare positie door de verkoop, verhuur of terbeschikkingstelling van goederen met de bedoeling een abnormaal profijt te realiseren ».

Art. 16. Il est inséré dans le Livre II, Titre VIII, Chapitre III^{quater} du même Code, un nouvel article 433^{decies}, rédigé comme suit :

« Art. 433^{decies}. — Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cinq cents euros à vingt-cinq mille euros, quiconque aura abusé, soit directement, soit par un intermédiaire, de la position particulièrement vulnérable dans laquelle se trouve une personne en raison de sa situation administrative illégale ou précaire ou de sa situation sociale précaire, en vendant, louant ou mettant à disposition, dans l'intention de réaliser un profit anormal, un bien meuble, une partie de celui-ci, un bien immeuble, une chambre ou un autre espace visé à l'article 479 du Code pénal dans des conditions incompatibles avec la dignité humaine, de manière telle que la personne n'a en fait pas d'autre choix véritable et acceptable que de se soumettre à cet abus. L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a de victimes. »

Art. 17. Il est inséré dans le Livre II, Titre VIII, Chapitre III^{quater} du même Code, un nouvel article 433^{undecies}, rédigé comme suit :

« Art. 433^{undecies}. — L'infraction visée à l'article 433^{decies} sera punie d'un an à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de mille euros à cent mille euros dans les cas suivants :

1° lorsque l'activité concernée constitue une activité habituelle;

2° lorsqu'elle constitue un acte de participation à l'activité principale ou accessoire d'une association, et ce, que le coupable ait ou non la qualité de dirigeant.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a de victimes. »

Art. 18. Il est inséré dans le Livre II, Titre VIII, Chapitre III^{quater} du même Code, un nouvel article 433^{duodecies}, rédigé comme suit :

« Art. 433^{duodecies}. — L'infraction visée à l'article 433^{decies} sera punie de réclusion de cinq ans à dix ans et d'une amende de mille euros à cent cinquante mille euros si elle constitue un acte de participation à l'activité principale ou accessoire d'une organisation criminelle, et ce, que le coupable ait ou non la qualité de dirigeant.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a de victimes. »

Art. 19. Il est inséré dans le Livre II, Titre VIII, Chapitre III^{quater} du même Code, un nouvel article 433^{terdecies}, rédigé comme suit :

« Art. 433^{terdecies}. — Dans les cas visés aux articles 433^{undecies} et 433^{duodecies}, les coupables seront en outre condamnés à l'interdiction des droits spécifiés à l'article 31.

La confiscation spéciale prévue à l'article 42, 1°, est appliquée aux coupables de l'infraction visée à l'article 433^{decies}, même lorsque la propriété des choses sur lesquelles elle porte n'appartient pas au condamné, sans que cette confiscation puisse cependant porter préjudice aux droits des tiers sur les biens susceptibles de faire l'objet de la confiscation. Elle doit également être appliquée, dans les mêmes circonstances, au bien meuble, à la partie de celui-ci, au bien immeuble, à la chambre ou à tout autre espace visé par cet article. »

Art. 20. Il est inséré dans le Livre II, Titre VIII, Chapitre III^{quater} du même Code, un nouvel article 433^{quaterdecies}, rédigé comme suit :

« Art. 433^{quaterdecies}. — Selon le cas, le procureur du Roi ou le juge d'instruction peut saisir le bien meuble, la partie de celui-ci, le bien immeuble, la chambre ou tout autre espace visé à l'article 433^{decies}. S'il décide de pratiquer la saisie, le bien meuble, la partie de celui-ci, le bien immeuble, la chambre ou tout autre espace visé à l'article 433^{decies} doit être scellé ou, avec l'accord écrit du propriétaire ou du bailleur, être mis à la disposition du C.P.A.S. afin d'être restauré et loué temporairement. La décision du procureur du Roi ou du juge d'instruction, selon le cas, de procéder à la saisie est signifiée au propriétaire ou au bailleur. En cas de saisie d'un bien immeuble, la décision doit en outre être signifiée au plus tard dans les vingt-quatre heures et être présentée pour transcription au bureau des hypothèques du lieu où le bien est établi. Le jour de la transcription pris en compte est celui de la signification de la décision de saisie. La saisie reste valable jusqu'au moment de la décision judiciaire définitive par laquelle soit la confiscation a été prononcée, soit la levée de la saisie est prononcée. Une levée de la saisie peut auparavant être accordée à tout moment, selon le cas, par le procureur du Roi ou par le juge d'instruction après que celui-ci en a avisé le procureur du Roi. La personne saisie ne peut intenter les recours prévus aux articles 28^{sexies} et 61^{quater} du Code d'instruction criminelle qu'après un délai d'un an à compter de la date de la saisie. »

Art. 16. In Boek II, Titel VIII, Hoofdstuk III^{quater} van hetzelfde Wetboek, wordt een nieuw artikel 433^{decies} ingevoegd, luidende :

« Art. 433^{decies}. — Met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van vijfhonderd euro tot vijftienduizend euro wordt gestraft hij die rechtstreeks of via een tussenpersoon misbruik maakt van de bijzonder kwetsbare positie van een persoon ten gevolge van zijn onwettige of precare administratieve toestand of zijn precare sociale toestand door, met de bedoeling een abnormaal profijt te realiseren, een roerend goed, een deel ervan, een onroerend goed, een kamer of een andere in artikel 479 bedoelde ruimte, te verkopen, te verhuren of ter beschikking te stellen in omstandigheden die in strijd zijn met de menselijke waardigheid, zodanig dat de betrokken persoon in feite geen andere echte en aanvaardbare keuze heeft dan zich te laten misbruiken. De boete wordt zo veel keer toegepast als er slachtoffers zijn. »

Art. 17. In Boek II, Titel VIII, Hoofdstuk III^{quater} van hetzelfde Wetboek, wordt een nieuw artikel 433^{undecies} ingevoegd, luidende :

« Art. 433^{undecies}. — Het in artikel 433^{decies} bedoelde misdrijf wordt gestraft met gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar en met geldboete van duizend euro tot honderdduizend euro in de volgende gevallen :

1° ingeval van de betrokken activiteit een gewoonte wordt gemaakt;

2° in geval het een daad van deelneming aan de hoofd- of bijkomende bedrijvigheid van een vereniging betreft, ongeacht of de schuldige de hoedanigheid van leidend persoon heeft of niet.

De boete wordt zo veel keer toegepast als er slachtoffers zijn. »

Art. 18. In Boek II, Titel VIII, Hoofdstuk III^{quater} van hetzelfde Wetboek, wordt een nieuw artikel 433^{duodecies} ingevoegd, luidende :

« Art. 433^{duodecies}. — Het in artikel 433^{decies} bedoelde misdrijf wordt gestraft met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en met geldboete van duizend euro tot honderdvijftigduizend euro ingeval het een daad van deelneming aan de hoofd- of bijkomende bedrijvigheid van een criminele organisatie betreft, ongeacht of de schuldige de hoedanigheid van leidend persoon heeft of niet.

De boete wordt zo veel keer toegepast als er slachtoffers zijn. »

Art. 19. In Boek II, Titel VIII, Hoofdstuk III^{quater} van hetzelfde Wetboek, wordt een nieuw artikel 433^{terdecies} ingevoegd, luidende :

« Art. 433^{terdecies}. — In de gevallen bedoeld in de artikelen 433^{undecies} en 433^{duodecies} worden de schuldigen bovendien veroordeeld tot de ontzetting van de rechten bedoeld in artikel 31.

De bijzondere verbeurdverklaring zoals bedoeld in artikel 42, 1°, wordt toegepast op de schuldigen aan het misdrijf bedoeld in artikel 433^{decies}, zelfs ingeval de zaken waarop zij betrekking heeft niet het eigendom van de veroordeelde zijn, zonder dat deze verbeurdverklaring evenwel afbreuk kan doen aan de rechten van de derden op de goederen die verbeurd zouden kunnen worden verklaard. Zij moet in dezelfde omstandigheden ook worden toegepast op het roerend goed, het deel ervan, het onroerend goed, de kamer of enige andere ruimte bedoeld in dat artikel. »

Art. 20. In Boek II, Titel VIII, Hoofdstuk III^{quater} van hetzelfde Wetboek, wordt een nieuw artikel 433^{quaterdecies} ingevoegd, luidende :

« Art. 433^{quaterdecies}. — Naargelang van het geval kan de procureur des Konings of de onderzoeksrechter beslag leggen op het roerend goed, het deel ervan, het onroerend goed, de kamer of enige andere in artikel 433^{decies} bedoelde ruimte. Indien hij beslist tot inbeslagneming moet voormeld roerend goed, het deel ervan, het onroerend goed, de kamer of enige andere in artikel 433^{decies} bedoelde ruimte worden verzegeld, of met schriftelijk akkoord van de eigenaar of verhuurder, ter beschikking worden gesteld van het O.C.M.W. teneinde opgeknapt en tijdelijk verhuurd te worden. De beslissing tot inbeslagneming van, naargelang van het geval, de procureur des Konings of de onderzoeksrechter wordt betekend aan de eigenaar of de verhuurder. In geval van beslag op een onroerend goed moet de beslissing bovendien worden betekend uiterlijk binnen vierentwintig uur, alsmede ter overschrijving worden aangeboden op het kantoor der hypotheek van de plaats waar het goed gelegen is. Als dagtekening van de overschrijving geldt de dag van de betekening van de beslissing tot inbeslagneming. Het beslag geldt tot op het tijdstip van de definitieve rechterlijke beslissing waarbij hetzij de verbeurdverklaring werd bevolen, hetzij de opheffing van het beslag wordt uitgesproken. Opheffing van het beslag kan voordien te allen tijde worden verleend, al naar gelang van het geval, door de procureur des Konings of door de onderzoeksrechter nadat deze de procureur des Konings daarvan in kennis heeft gesteld. De beslagene kan de rechtsmiddelen waarin voorzien wordt in de artikelen 28^{sexies} en 61^{quater} van het Wetboek van strafvordering slechts instellen na verloop van een termijn van een jaar te rekenen van de datum van de inbeslagneming. »

Art. 21. Il est inséré dans le Livre II, Titre VIII, Chapitre III *quater* du même Code, un nouvel article 433 *quinquiesdecies*, rédigé comme suit :

« Art. 433 *quinquiesdecies*. — Dans les cas visés à l'article 433 *decies*, les victimes peuvent être, le cas échéant, accueillies ou reléguées sur décision, selon le cas, du ministre compétent, de l'autorité compétente ou des fonctionnaires désigné par eux, et ce, en concertation avec les services compétents en la matière. Les frais de logement sont à charge du prévenu. Lorsque le prévenu est acquitté, les frais sont mis à la charge, selon le cas, de l'Etat ou du C.P.A.S. compétent. »

CHAPITRE III. — Dispositions modifiant le Titre préliminaire du Code d'instruction criminelle

Art. 22. À l'article 5 *ter* du Titre préliminaire du Code d'instruction criminelle, les mots « sur les choses visées à l'article 42, 1, ou » sont insérés entre les mots « des droits » et les mots « sur les choses visées à l'article 505 du Code pénal ».

Art. 23. À l'article 10 *ter* du même Titre, remplacé par la loi du 28 novembre 2000, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1°, les mots « et 383 *bis*, §§ 1^{er} et 3, du Code pénal, sont remplacés par les mots « 383 *bis*, §§ 1^{er} et 3, 433 *sexies*, 433 *septies* et 433 *octies* du Code pénal »;

2° au 3°, les mots « à l'article 77 *bis*, §§ 2 et 3 » sont remplacés par les mots « aux articles 77 *ter*, 77 *quater* et 77 *quinquies* ».

Art. 24. A l'article 21 *bis*, alinéa 1^{er}, du même Titre, modifié par les lois des 13 avril 1995 et 28 novembre 2000, les mots « et 409 » sont remplacés par les mots « , 409 et 433 *quinquies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° ».

CHAPITRE IV. — Dispositions modifiant le Code d'instruction criminelle

Art. 25. A l'article 90 *ter*, § 2, du Code d'instruction criminelle, inséré par la loi du 30 juin 1994 et modifié par les lois des 7 avril 1995, 13 avril 1995, 10 juin 1998, 10 janvier 1999, 28 novembre 2000, 29 novembre 2001, 11 décembre 2001, 7 juillet 2002, 6 janvier 2003, 5 août 2003 et 19 décembre 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° Il est inséré un point 7° *ter*, rédigé comme suit :

« 7° *ter*. aux articles 433 *sexies*, 433 *septies* et 433 *octies* du même Code; »;

2° le 17° est remplacé par la disposition suivante :

« 17°. aux articles 77 *ter*, 77 *quater* et 77 *quinquies* de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers; ».

Art. 26. À l'article 91 *bis* du même Code, modifié par la loi du 28 novembre 2000, les mots « et 428 du Code pénal » sont remplacés par les mots « , 428, 433 *quinquies* à 433 *octies* du Code pénal, et aux articles 77 *bis* à 77 *quinquies* de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ».

CHAPITRE V. — Disposition modifiant le Code judiciaire

Art. 27. À l'article 144 *ter*, § 1^{er}, 1°, troisième tiret, du Code judiciaire, modifié par la loi du 21 juin 2001, les mots « à l'article 77 *bis*, §§ 2 et 3, » sont remplacés par les mots « aux articles 433 *sexies*, 433 *septies* et 433 *octies* du Code pénal et aux articles 77 *ter*, 77 *quater* et 77 *quinquies* ».

CHAPITRE VI. — Dispositions modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

Art. 28. L'article 77 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par les lois des 1^{er} juin 1993, 15 juillet 1996, 29 avril 1999 et 26 juin 2000, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 77. — Quiconque aide sciemment une personne non ressortissante d'un Etat membre de l'Union européenne à pénétrer ou à séjourner sur le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à une convention internationale relative au franchissement des frontières extérieures et liant la Belgique ou à transiter par le territoire d'un tel Etat, en violation de la législation de cet Etat, soit dans les faits qui ont préparé l'entrée, le transit ou le séjour, ou qui les ont

Art. 21. In Boek II, Titel VIII, Hoofdstuk III *quater* van hetzelfde Wetboek, wordt een nieuw artikel 433 *quinquiesdecies* ingevoegd, luidende :

« Art. 433 *quinquiesdecies*. — In de in artikel 433 *decies* van het Strafwetboek bedoelde gevallen kunnen slachtoffers op beslissing, naargelang het geval, van de bevoegde minister, van de bevoegde overheid of de door hen aangewezen ambtenaren, in overleg met de terzake bevoegde diensten, in voorkomend geval worden opgevangen of gehuisvest. Deze huisvestingskosten komen ten laste van de beklagde. Wanneer de beklagde wordt vrijgesproken, worden de kosten ten laste gelegd al naargelang het geval, van de Staat of van het bevoegde O.C.M.W. »

HOOFDSTUK III. — Bepalingen tot wijziging van de Voorafgaande Titel van het Wetboek van strafvordering

Art. 22. In artikel 5 *ter* van de Voorafgaande Titel van het Wetboek van strafvordering worden de woorden « op de zaken bedoeld in artikel 42, 1, of » ingevoegd tussen de woorden « rechten » en de woorden « op de zaken bedoeld in het artikel 505 van het Strafwetboek ».

Art. 23. In artikel 10 *ter* van dezelfde Titel, vervangen bij de wet van 28 november 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° worden de woorden « en 383 *bis*, §§ 1 en 3, van het Strafwetboek » vervangen door de woorden « 383 *bis*, §§ 1 en 3, 433 *sexies*, 433 *septies* en 433 *octies* van het Strafwetboek »;

2° in 3° worden de woorden « in artikel 77 *bis*, §§ 2 en 3 » vervangen door de woorden « in de artikelen 77 *ter*, 77 *quater* en 77 *quinquies* ».

Art. 24. In artikel 21 *bis*, eerste lid, van dezelfde Titel, gewijzigd bij de wetten van 13 april 1995 en 28 november 2000, worden de woorden « en 409 » vervangen door de woorden « , 409 en 433 *quinquies*, § 1, eerste lid, 1° ».

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen tot wijziging van het Wetboek van strafvordering

Art. 25. In artikel 90 *ter*, § 2, van het Wetboek van strafvordering, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994 en gewijzigd bij de wetten van 7 april 1995, 13 april 1995, 10 juni 1998, 10 januari 1999, 28 november 2000, 29 november 2001, 11 december 2001, 7 juli 2002, 6 januari 2003, 5 augustus 2003 en 19 december 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Een 7° *ter* wordt ingevoegd, luidende :

« 7° *ter*. de artikelen 433 *sexies*, 433 *septies* en 433 *octies* van hetzelfde Wetboek; »;

2° het 17° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 17°. de artikelen 77 *ter*, 77 *quater* en 77 *quinquies* van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen; ».

Art. 26. In artikel 91 *bis* van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 november 2000, worden de woorden « en 428 van het Strafwetboek » vervangen door de woorden « , 428, 433 *quinquies* tot 433 *octies* van het Strafwetboek, en de artikelen 77 *bis* tot 77 *quinquies* van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ».

HOOFDSTUK V. — Bepaling tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek

Art. 27. In artikel 144 *ter*, § 1, 1°, derde streepje, van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 juni 2001, worden de woorden « artikel 77 *bis*, §§ 2 en 3, » vervangen door de woorden « de artikelen 433 *sexies*, 433 *septies* en 433 *octies* van het Strafwetboek en de artikelen 77 *ter*, 77 *quater* en 77 *quinquies* ».

HOOFDSTUK VI. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

Art. 28. Artikel 77 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij de wetten van 1 juni 1993, 15 juli 1996, 29 april 1999 en 26 juni 2000, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 77. — Hij die wetens en willens een persoon die geen onderdaan is van een lidstaat van de Europese Unie helpt het grondgebied van een lidstaat van de Europese Unie of van een Staat die partij is bij een internationale overeenkomst betreffende de overschrijding van de buitengrenzen, die België bindt, binnen te komen of aldaar te verblijven, dan wel erdoor te reizen, zulks in strijd met de wetgeving van deze Staat, hetzij in de handelingen die de binnenkomst,

facilités, soit dans les faits qui les ont consommés, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de mille sept cents euros à six mille euros ou d'une de ces peines seulement.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas si l'aide est offerte pour des raisons principalement humanitaires. ».

Art. 29. L'article 77bis de la même loi, inséré par la loi du 13 avril 1995 et modifié par les lois des 26 juin 2000, 28 novembre 2000, 2 janvier 2001, 2 août 2002 et 23 janvier 2003, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 77bis. — Constitue l'infraction de trafic des êtres humains, le fait de contribuer, de quelque manière que ce soit, soit directement, soit par un intermédiaire, à permettre l'entrée, le transit ou le séjour d'une personne non ressortissante d'un Etat membre de l'Union européenne sur ou par le territoire d'un tel Etat ou d'un Etat partie à une convention internationale relative au franchissement des frontières extérieures et liant la Belgique, en violation de la législation de cet Etat, en vue d'obtenir, directement ou indirectement, un avantage patrimonial.

L'infraction prévue à l'alinéa 1^{er} sera punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de cinq cents euros à cinquante mille euros.

La tentative de commettre l'infraction visée à l'alinéa 1^{er} sera punie d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de cent euros à dix mille euros. ».

Art. 30. Un article 77ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 77ter. — L'infraction prévue à l'article 77bis sera punie de la réclusion de cinq ans à dix ans et d'une amende de sept cent cinquante euros à septante-cinq mille euros lorsqu'elle aura été commise :

1° par une personne qui a autorité sur la victime, ou par une personne qui a abusé de l'autorité ou des facilités que lui confèrent ses fonctions;

2° par un officier ou un fonctionnaire public, un dépositaire ou un agent de la force publique agissant à l'occasion de l'exercice de ses fonctions. ».

Art. 31. Un article 77quater, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 77quater. — L'infraction prévue à l'article 77bis sera punie de la réclusion de dix ans à quinze ans et d'une amende de mille euros à cent mille euros dans les cas suivants :

1° lorsque l'infraction a été commise envers un mineur;

2° lorsqu'elle a été commise en abusant de la situation particulièrement vulnérable dans laquelle se trouve une personne, en raison de sa situation administrative illégale ou précaire, de sa situation sociale précaire, d'un état de grossesse, d'une maladie, d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale, de manière telle que la personne n'a en fait pas d'autre choix véritable et acceptable que de se soumettre à cet abus;

3° lorsqu'elle a été commise en faisant usage, de façon directe ou indirecte, de manœuvres frauduleuses, de violence, de menaces ou d'une forme quelconque de contrainte;

4° lorsque la vie de la victime a été mise en danger délibérément ou par négligence grave;

5° lorsque l'infraction a causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente physique ou psychique, la perte complète d'un organe ou de l'usage d'un organe, ou une mutilation grave;

6° lorsque l'activité concernée constitue une activité habituelle;

7° lorsqu'elle constitue un acte de participation à l'activité principale ou accessoire d'une association, et ce, que le coupable ait ou non la qualité de dirigeant. ».

Art. 32. Un article 77quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 77quinquies. — L'infraction prévue à l'article 77bis sera punie de la réclusion de quinze ans à vingt ans et d'une amende de mille euros à cent cinquante mille euros dans les cas suivants :

1° lorsque l'infraction a causé la mort de la victime sans intention de la donner;

de doorreis of het verblijf voorbereid hebben of ze vergemakkelijkt hebben, hetzij in de feiten die ze voltooid hebben, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van zeventienhonderd euro tot zesduizend euro, of met een van die straffen alleen.

Het eerste lid is niet van toepassing indien de hulp voornamelijk om humanitaire redenen verleend wordt. ».

Art. 29. Artikel 77bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995 en gewijzigd bij de wetten van 26 juni 2000, 28 november 2000, 2 januari 2001, 2 augustus 2002 en 23 januari 2003, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 77bis. — Levert het misdrijf mensensmokkel op het ertoe bijdragen, op welke manier ook, rechtstreeks of via een tussenpersoon, dat een persoon die geen onderdaan is van een lidstaat van de Europese Unie het grondgebied van een lidstaat van de Europese Unie of van een Staat die partij is bij een internationale overeenkomst betreffende de overschrijding van de buitengrenzen, die België bindt, binnenkomt, erdoor reist of aldaar verblijft, zulks in strijd met de wetgeving van deze Staat, met het oog op het direct of indirect verkrijgen van een vermogensvoordeel.

Het in het eerste lid bedoelde misdrijf wordt gestraft met gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar en met geldboete van vijfhonderd euro tot vijftigduizend euro.

Poging tot het in het eerste lid bedoeld misdrijf wordt gestraft met gevangenisstraf van een jaar tot drie jaar en met een geldboete van honderd euro tot tienduizend euro. ».

Art. 30. In dezelfde wet wordt een artikel 77ter ingevoegd, luidende :

« Artikel 77ter. — Het in artikel 77bis bedoelde misdrijf wordt gestraft met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en met geldboete van zeventienhonderdvijftig euro tot vijfenzeventigduizend euro ingeval het werd gepleegd :

1° door een persoon die gezag heeft over het slachtoffer, of door een persoon die misbruik heeft gemaakt van het gezag of de faciliteiten die zijn functies hem verlenen;

2° door een openbaar officier of ambtenaar, drager of agent van de openbare macht die handelt naar aanleiding van de uitoefening van zijn bediening. ».

Art. 31. In dezelfde wet wordt een artikel 77quater, ingevoegd, luidende :

« Artikel 77quater. — Het in artikel 77bis bedoelde misdrijf wordt gestraft met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar en met geldboete van duizend euro tot honderdduizend euro in de volgende gevallen :

1° ingeval het misdrijf is gepleegd ten opzichte van een minderjarige;

2° ingeval het is gepleegd door misbruik te maken van de bijzonder kwetsbare situatie waarin een persoon verkeert ten gevolge van zijn onwettige of preciaire administratieve toestand, zijn preciaire sociale toestand of ten gevolge van zwangerschap, ziekte dan wel een lichamelijk of geestelijk gebrek of onvolwaardigheid, zodanig dat de betrokken persoon in feite geen andere echte en aanvaardbare keuze heeft dan zich te laten misbruiken;

3° ingeval het is gepleegd door direct of indirect gebruik te maken van listige kunstgrepen, geweld, bedreigingen of enige vorm van dwang;

4° ingeval het leven van het slachtoffer opzettelijk of door grove nalatigheid in gevaar is gebracht;

5° ingeval het misdrijf een ongeneeslijk lijkende ziekte, hetzij een blijvende fysieke of psychische ongeschiktheid, hetzij het volledig verlies van een orgaan of van het gebruik van een orgaan, hetzij een zware verminking heeft veroorzaakt;

6° in geval van de betrokken activiteit een gewoonte wordt gemaakt;

7° ingeval het een daad van deelneming aan de hoofd- of bijkomende bedrijvigheid van een vereniging betreft, ongeacht of de schuldige de hoedanigheid van leidend persoon heeft of niet. ».

Art. 32. In dezelfde wet wordt een artikel 77quinquies ingevoegd, luidende :

« Artikel 77quinquies. — Het in artikel 77bis bedoelde misdrijf wordt gestraft met opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar en met geldboete van duizend euro tot honderdvijftigduizend euro in de volgende gevallen :

1° ingeval het misdrijf de dood van het slachtoffer heeft veroorzaakt zonder het oogmerk te doden;

2° lorsqu'elle constitue un acte de participation à l'activité principale ou accessoire d'une organisation criminelle, et ce, que le coupable ait ou non la qualité de dirigeant. »

Art. 33. Un article 77sexies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 77sexies. — Dans les cas visés aux articles 77ter, 77quater et 77quinquies, les coupables seront en outre condamnés à l'interdiction des droits énoncés à l'article 31 du Code pénal.

La confiscation spéciale prévue à l'article 42, 1°, du Code pénal est appliquée aux coupables des infractions visées par les articles 77bis à 77quinquies, même lorsque la propriété des choses sur lesquelles elle porte n'appartient pas au condamné, sans que cette confiscation puisse cependant porter préjudice aux droits des tiers sur les biens susceptibles de faire l'objet de la confiscation. »

Art. 34. A l'article 81, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par les lois du 15 juillet 1996 et du 2 août 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1) les mots « et aux articles 433quinquies à 433octies et 433decies à 433duodecies du Code pénal » sont insérés après les mots « Les infractions à la présente loi ».

2) les mots « par les sous-officiers de la gendarmerie » sont remplacés par les mots « par les fonctionnaires de la police fédérale et de la police locale ».

CHAPITRE VII. — *Dispositions modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme*

Art. 35. À l'article 2, alinéa 2, de la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, modifié par les lois des 13 avril 1995, 20 janvier 2003 et 25 février 2003, les mots « et le trafic » sont insérés entre les mots « la traite » et les mots « des êtres humains ».

Art. 36. A l'article 3, 5°, troisième alinéa, de la même loi, modifié par les lois des 13 avril 1995, 20 janvier 2003 et 25 février 2003, les mots « de la traite des êtres humains et de la pornographie infantine » sont remplacés par les mots « de la traite et du trafic des êtres humains ».

CHAPITRE VIII. — *Dispositions modifiant la loi du 13 avril 1995 contenant des dispositions en vue de la répression de la traite des êtres humains et de la pornographie infantine*

Art. 37. L'intitulé de la loi du 13 avril 1995 contenant des dispositions en vue de la répression de la traite des êtres humains et de la pornographie infantine est remplacé par l'intitulé suivant : « Loi du 13 avril 1995 contenant des dispositions en vue de la répression de la traite et du trafic des êtres humains ».

Art. 38. Dans l'article 9 de la loi du 13 avril 1995 contenant des dispositions en vue de la répression de la traite des êtres humains et de la pornographie infantine, les mots « soit aux articles 379 et 380bis du Code pénal soit à l'article 77bis » sont remplacés par les mots « soit aux articles 379, 380, 433quinquies à 433octies du Code pénal, soit aux articles 77bis à 77quinquies ».

Art. 39. À l'article 11 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre :

1° par traite des êtres humains : les infractions visées aux articles 379, 380, 433quinquies à 433octies du Code pénal;

2° par trafic des êtres humains : les infractions visées aux articles 77bis à 77quinquies de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. »;

3° au § 2, les mots « et du trafic » sont insérés entre les mots « de la traite » et les mots « des êtres humains ».

2° ingeval het een daad van deelneming aan de hoofd- of bijkomende bedrijvigheid van een criminele organisatie betreft, ongeacht of de schuldige de hoedanigheid van leidend persoon heeft of niet. »

Art. 33. In dezelfde wet wordt een artikel 77sexies ingevoegd, luidende :

« Artikel 77sexies. — In de gevallen bedoeld in de artikelen 77ter, 77quater en 77quinquies worden de schuldigen bovendien veroordeeld tot ontzetting van de in artikel 31 van het Strafwetboek genoemde rechten.

De bijzondere verbeurdverklaring zoals bedoeld in artikel 42, 1°, van het Strafwetboek wordt toegepast op degenen die zich schuldig hebben gemaakt aan de in de artikelen 77bis tot 77quinquies bedoelde misdrijven, zelfs ingeval de zaken waarop zij betrekking heeft, geen eigendom van de veroordeelde zijn, zonder dat deze verbeurdverklaring nochtans de rechten van derden op de goederen die het voorwerp kunnen uitmaken van de verbeurdverklaring schaadt. »

Art. 34. In artikel 81, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1996 en 2 augustus 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) de woorden « en tegen de artikelen 433quinquies tot 433octies en 433decies tot 433duodecies van het Strafwetboek » worden ingevoegd na de woorden « De misdrijven tegen deze wet »;

2) de woorden « door de onderofficieren van de Rijkswacht » worden vervangen door de woorden « door de ambtenaren van de federale en van de lokale politie ».

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding*

Art. 35. In artikel 2, tweede lid, van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding, gewijzigd bij de wetten van 13 april 1995, 20 januari 2003 en 25 februari 2003, worden de woorden « en de mensensmokkel » ingevoegd tussen de woorden « van de mensenhandel » en de woorden « te stimuleren ».

Art. 36. In artikel 3, 5°, derde streepje, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 13 april 1995, 20 januari 2003 en 25 februari 2003, worden de woorden « van de mensenhandel en van de mensensmokkel » vervangen door de woorden « van de mensenhandel en van de mensensmokkel ».

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 13 april 1995 houdende bepalingen tot bestrijding van de mensenhandel en van de kinderpornografie*

Art. 37. Het opschrift van de wet van 13 april 1995 houdende bepalingen tot bestrijding van de mensenhandel en van de kinderpornografie wordt vervangen als volgt : « Wet van 13 april 1995 houdende bepalingen tot bestrijding van de mensenhandel en van de mensensmokkel ».

Art. 38. In artikel 9 van de wet van 13 april 1995 houdende bepalingen tot bestrijding van de mensenhandel en van de kinderpornografie worden de woorden « hetzij de in de artikelen 379 en 380bis van het Strafwetboek, hetzij de in artikel 77bis » vervangen door de woorden « hetzij de in de artikelen 379, 380, 433quinquies tot 433octies van het Strafwetboek, hetzij de in de artikelen 77bis tot 77quinquies ».

Art. 39. In artikel 11 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt beschouwd :

1° als mensenhandel : de misdrijven die bedoeld worden in de artikelen 379, 380, 433quinquies tot 433octies van het Strafwetboek;

2° als mensensmokkel : de misdrijven die bedoeld worden in de artikelen 77bis tot 77quinquies van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. »;

3° in § 2 worden de woorden « en mensensmokkel » ingevoegd tussen de woorden « de slachtoffers van mensenhandel » en de woorden « opportuun acht ».

Art. 40. A l'article 12 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « annuellement » est remplacé par les mots « tous les deux ans »;

2° les mots « et le trafic » sont insérés entre les mots « de la traite » et les mots « des êtres humains ».

CHAPITRE IX. — *Dispositions modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale*

Art. 41. A l'article 57, § 2, dernier alinéa, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, modifié par la loi du 2 août 2002, les mots « article 77bis, § 4bis, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers » sont remplacés par les mots « article 433quaterdecies du Code pénal ».

Art. 42. A l'article 57ter/2, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 2 août 2002, les mots « article 77bis, § 4bis, de la même loi » sont remplacés par les mots « article 433quaterdecies du Code pénal ».

CHAPITRE X. — *Disposition abrogatoire*

Art. 43. L'article 82 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse est abrogé.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Nice, le 10 août 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Scellé du sceau de l'Etat :

Pour la Ministre de la Justice, absente :

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

Notes

(1) *Session 2004-2005.*

Documents de la Chambre des représentants : 51-1560

N° 1 : Projet de loi.

N°s 2 à 7 : Amendements.

N° 8 : Rapport.

N° 9 : Texte adopté par la commission.

Compte rendu intégral : 21 avril 2005

N° 11 : Projet amendé par le Sénat.

N° 12 : Amendements.

N° 13 : Rapport.

N° 14 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Compte rendu intégral : 7 juillet 2005.

Documents du Sénat : 3-1138

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N°s 2 et 3 : Amendements.

N° 4 : Rapport.

N° 5 : Texte amendé par la commission.

N° 6 : Amendements.

N° 7 : Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants.

Annales du Sénat : 2 juin 2005.

Art. 40. In artikel 12 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « jaarlijks » wordt vervangen door de woorden « om de twee jaar »;

2° de woorden « en de mensensmokkel » worden ingevoegd tussen de woorden « van de mensenhandel » en de woorden « in het algemeen ».

HOOFDSTUK IX. — *Bepalingen tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn*

Art. 41. In artikel 57, § 2, laatste lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij de wet van 2 augustus 2002, worden de woorden « artikel 77bis, § 4bis, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen », vervangen door de woorden « artikel 433quaterdecies van het Strafwetboek ».

Art. 42. In artikel 57ter/2, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 2 augustus 2002, worden de woorden « artikel 77bis, § 4, van dezelfde wet » vervangen door de woorden « artikel 433quaterdecies van het Strafwetboek ».

HOOFDSTUK X. — *Opheffingsbepaling*

Art. 43. Artikel 82 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming wordt opgeheven.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Nice, 10 augustus 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mme L. ONKELINX

Met 's Lands zegel gezegeld :

Voor de Minister van Justitie, afwezig :

De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT

Nota's

(1) *Zitting 2004-2005.*

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 51-1560

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nrs. 2 tot 7 : Amendementen.

Nr. 8 : Verslag.

Nr. 9 : Tekst aangenomen door de commissie.

Integraal Verslag : 21 april 2005

Nr. 11 : Ontwerp geamendeerd door de Senaat.

Nr. 12 : Amendementen.

Nr. 13 : Verslag.

Nr. 14 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Integraal verslag : 7 juli 2005.

Stukken van de Senaat : 3-1138

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nrs. 2 en 3 : Amendementen.

Nr. 4 : Verslag.

Nr. 5 : Tekst geamendeerd door de commissie.

Nr. 6 : Amendementen.

Nr. 7 : Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Handelingen van de Senaat : 2 juni 2005.